

Qu'est-ce que le « républicanisme » ?

Jean-Yves Calvez

DANS **REVUE PROJET** 2004/2 n° 279 , PAGES 49C À 51C
ÉDITIONS **C.E.R.A.S**

ISSN 0033-0884

DOI 10.3917/pro.279.0049c

Date de mise en ligne : 01/03/2010

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-projet-2004-2-page-49c?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour C.E.R.A.S.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Note de lecture

A propos du livre de Philip Pettit
*Républicanisme. Une théorie de la liberté
et du gouvernement*

Tr. de l'anglais par Patrick Savidan et Jean-Fabien Spitz
Gallimard, 2004, 440 p., 28,50 euros

«**T**raduit de l'anglais.» On ne manquera pas de se demander s'il s'agit bien d'un livre pour Français. L'auteur le fait remarquer presque lourdement dans sa préface à l'édition française. Mais c'est sans doute pour cela même que des Français doivent lire un tel livre, s'ils veulent se rendre compte d'une tout autre atmosphère, anglaise et américaine, de philosophie politique. Le livre est certes difficile, j'en conviens.

► *Des traits moins "républicains" en France*

Voici le genre de questions que l'auteur, introduisant son livre en France, se sent obligé de poser: "L'idée rousseauiste de la souveraineté du peuple représente-t-elle une trahison de la tradition républicaine, ou le républicanisme perdure-t-il grâce à l'importance que cet auteur accorde à la notion d'empire du droit? Sieyès prend-il ses distances à l'égard de Rousseau -et autonomise le républicanisme français de la référence rousseauiste- lorsqu'il remplace le discours du peuple par celui de la nation?". Ou encore: "L'insistance sur des notions aussi centrales que celles de peuple unitaire et de nation unitaire correspond-elle à un élément essentiel du républicanisme français ou à un aspect simplement contingent de celui-ci?" Sous-entendu: si c'était un élément essentiel, les Français seraient très loin du "vrai" républicanisme, celui des Romains comme celui des Américains. "Ce ne sont là, dit-il, que quelques exemples de questions qui s'imposent à moi tandis que je pense le républicanisme dans un contexte français!"

► *Qu'est-ce que le "républicanisme"?*

Qu'est-ce que le "républicanisme" ici présenté, issu de Harrington, Locke, Montesquieu, Madison ? Pettit insiste pour le démarquer du libéralisme, du

libertarisme surtout. Le libéralisme est simpliste, appelant l'immunité de toute interférence... Il est « atomiste », sous-entend-il aussi (l'auteur a écrit, il y a plusieurs années, un ouvrage *Common mind*, "anticollectiviste et antiatomiste"). Le républicanisme, c'est l'immunité de toute domination d'autrui. La liberté comme non-domination... Les femmes pouvaient bien demeurer traditionnellement dominées sans qu'on intervienne jamais directement dans leur vie; les coutumes, les traditions suffisaient. Le libéralisme veut que le peuple soit le maître, l'Etat le serviteur; le républicanisme suppose, lui, que le peuple soit le mandant, l'Etat le mandataire. Le libéralisme (la liberté des modernes, toute négative), c'est Benjamin Constant, c'est Isaiah Berlin. Le républicanisme, ce n'est ni la liberté négative des modernes, ni celle positive-participative des anciens, mais la non-domination sur aucune personne.

Il peut y falloir beaucoup d'intervention. Qu'elle soit de caractère écologique ou de caractère socialiste, elle n'est pas étrangère au républicanisme. Car il faut faire bien des choses, intervenir, pour éviter des dominations. La liberté comme non-domination suppose surtout l'empire du droit. Et il faut assurer aux hommes bien des *droits* : entendre ici le concept courant aujourd'hui d'*empowerment*, de capacités. Il faut leur assurer aussi, dit Pettit, des *pouvoirs*, qui sont tout à fait décisifs : l'auteur mentionne la syndicalisation, à la fin du livre il est vrai (page 405).

Voilà une atmosphère typique... Pour se persuader de l'importance de livres comme celui-ci pour comprendre le monde (une autre partie du monde), il suffit, d'ailleurs, de consulter la bibliographie de l'ouvrage : vous n'y trouverez ni... Claude Lefort, ni même... Raymond Aron. Il y a loin en vérité de la préoccupation anglo-saxonne – les "*civil rights*" des années 60 en furent un grand exemple – à la préoccupation française : ici, c'est toujours un peu moins des droits qu'il s'agit que de la participation.

► *On peut débattre de cette optique*

Mais il vaut la peine, là-dessus, de débattre aussi. Les "droits", dans l'optique de la philosophie politique française, sont pré-supposés, trop facilement peut-être. Il est certain que le Français ambitionne, *en plus* peut-on dire, de faire partie d'un "corps" politique, réalité capable de l'élever, de le combler d'une certaine façon. A-t-il complètement tort ? L'Américain le critique pour cette ambition même, dans laquelle il décèle le germe d'un abandon de soi et de sa liberté, ou le danger d'un enfouissement dans une sorte de grand être. Dans cette ligne, il est toujours bien près de prononcer l'accusation de totalitarisme. Et on se souvient combien la littérature historique des Etats-Unis a manié l'expression "démocratie totalitaire" à propos de la Révolution

française, à l'exception (et encore) de sa phase "libérale" de 1789. Totalitaire est l'entrée dans un "corps politique". On perçoit toujours du Rousseau derrière ce terme, et il n'est rien dont on se méfie tant.

Le Français peut cependant se défendre. Car s'il y eut bien une phase rousseauiste et dangereusement totalitaire dans la Révolution française, il est certain que l'on ne saurait, à l'inverse, se contenter de la "liberté des modernes", de garantir des droits, toujours plus de droits. Il faut se garder d'omettre la "liberté des anciens", qui n'est pas liberté ancienne, ou archaïque, ou dépassée, mais la reconnaissance mutuelle constituant une communauté, la participation faisant du corps politique mon corps. Dans cette dernière optique, il est demandé à chacun de prendre sur lui-même, de donner quelque chose de soi. Et je ne crois pas qu'il y ait en définitive de bonne vie politique sans cette étape supérieure de démocratie ou de république. Il y a deux degrés de démocratie, ai-je expliqué dans un texte de la revue *Etudes*¹, il est indispensable de travailler à s'élever jusqu'au second... Le premier, d'ailleurs, risque couramment de ne pas se maintenir sans quelque dose de généreux don de soi, de la part en tout cas de nombre de citoyens... Aussi bien l'Anglo-saxon le présuppose-t-il lui aussi, sans doute, à sa façon, mais sans trop vouloir l'institutionnaliser.

JEAN-YVES CALVEZ

1. *Etudes*, janvier 2003, p. 55-61.